



Déclaration préalable de la FSU – CTA du 19 décembre 2017

Monsieur le Recteur, Mesdames et Messieurs les membres du CTA,

En cette fin d'année civile propice aux bilans, la FSU constate avec une forme d'étonnement que le champ lexical de l'Education Nationale s'est profondément transformé depuis l'arrivée de Jean-Michel Blanquer. Anticipons sur les cadeaux de fin d'année, et donnons dès maintenant les dictionnaires et les clés pour décrypter les nombreuses sorties médiatiques de notre ministre.

Ce dernier estime mener la politique la plus sociale et la plus progressiste depuis 20 ans. Il se vante, avec la Ministre de l'Enseignement Supérieur, de ne pas instaurer de sélection à l'entrée à l'université. Mais derrière les mots, il y a des faits : l'annonce de la diminution de 20 % du nombre de postes offerts aux concours externes est un bien mauvais signal envoyé à l'ensemble de la communauté éducative. Alors que le Ministre justifiait cette baisse en instrumentalisant la crise de recrutement, cette diminution du nombre de postes touche toutes les disciplines. Dans un contexte d'augmentation des effectifs (+ 20000 élèves dans les collèges et lycées), cette décision n'est ni sociale, ni progressiste, elle est irresponsable.

Dans les lycées, la mise en place précipitée du Plan Etudiant génère beaucoup de questions, d'inquiétude et de colère. L'arrivée des informations au compte-goutte entraîne une réelle angoisse chez les élèves et les parents. Au-delà de la forme, c'est bien le fond de la réforme que nous contestons. Si, à grand renfort d'éléments de langage bien maîtrisés le gouvernement a réussi à faire croire que cette réforme était progressiste, dans les faits il n'en est rien. L'absence de hiérarchie des vœux va amplifier le phénomène de files d'attente déjà constaté l'an dernier, qui met sur le carreau les élèves les plus fragiles. La publication des attendus nationaux est révélatrice de l'esprit de la réforme. A côté des attendus extrêmement généralistes, pour ne pas dire évidents pour tout bachelier (savoir argumenter, avoir un intérêt pour l'histoire pour faire...de l'histoire!), il y en a d'autres qui ne semblent avoir que pour seul objectif de dissuader certains lycéens d'accéder à certaines filières. Certains attendus sont clairement discriminants socialement, par exemple lorsque l'engagement associatif, sportif, devient un des attendus comportementaux pour entrer dans certaines licences. Et puisque notre Ministre s'est fait le champion de l'explicitation d'un nouveau champ lexical, c'est avec une certaine curiosité que nous attendons les modalités d'évaluation de l'empathie, nécessaire attendu pour entrer en PACES.

La FSU ne pouvait se satisfaire du statu quo, notamment du recours massif et insupportable au tirage au sort. Mais, parmi les différentes solutions possibles, le gouvernement a fait le choix de retenir celle qui n'est ni progressiste, ni sociale puisqu'elle va accentuer les inégalités, et qu'elle met des obstacles à l'accès à l'enseignement supérieur, pour les jeunes les plus fragiles. Le gouvernement fait aussi le choix d'alourdir et de transformer le travail des professeurs, notamment des professeurs principaux, en oubliant et en niant l'expertise des Psy-EN. La FSU demande l'abandon du projet de loi réformant l'accès à l'enseignement supérieur et rappelle une évidence : « lorsqu'on a 808 000 candidats inscrits en début de procédure sur APB, pour 654 000 places proposées dans l'ensemble des formations », le point de tension, comme la solution, paraissent assez évidents... !

Le Plan Etudiants s'articule avec une grande cohérence aux premières pistes de réforme du baccalauréat. La mission Mathiot n'a pas encore rendu ses conclusions, mais le gouvernement et le Président de la République s'enferment dans le dogme du contrôle continu, corollaire indispensable, selon eux, à la baisse du nombre d'épreuves (peut-être déjà anticipé au lycée de Porcheville où on se demande bien comment les élèves vont pouvoir passer l'épreuve d'EPS, sans avoir eu accès aux

installations sportives depuis des mois). Nous dénonçons le fait que le bac professionnel soit complètement oublié par la mission Mathiot. L'avenir de la voie professionnelle ne peut être dissocié du devenir des voies générales et technologiques. Traiter de la situation de la voie professionnelle à part, c'est déjà acter la fin d'une culture commune pour tous. Pour la FSU, le bac doit être réformé, afin d'en faire un élément réellement démocratique et démocratisant de notre système éducatif. Mais pour ce faire, le cadre national, terminal et anonyme des épreuves doit être préservé. En s'éloignant de ce triple impératif, le gouvernement fait le choix, une nouvelle fois, de s'orienter vers un projet profondément inégalitaire, et non pas social et progressiste.

En collègue, Monsieur le Recteur, nous vous avons alerté tout au long de l'année dernière sur les problèmes rencontrés par les collègues en matière d'évaluation des élèves. Logiciels paramétrés de manière surréaliste, pressions sur les pratiques pédagogiques, bulletins illisibles ...ces dérives continuent. A travers l'évaluation des élèves, il se joue bien plus qu'un acte pédagogique. Il se joue aussi la relation des familles à l'école. Il est indispensable que des consignes claires soient données afin que la liberté pédagogique des enseignants soit respectée.

Les suppressions de CUI continuent de produire leurs effets. Dans le premier degré, ce sont les emplois d'aides à la direction qui sont particulièrement touchés. Leur non-renouvellement impacte grandement le fonctionnement des écoles et alourdit la charge de travail des directeurs et directrices des écoles. Suite à la publication des résultats de l'évaluation PIRL, le ministre a fait des propositions qui passent à côté des enjeux et sont plus démagogiques que pédagogiques. C'est bien d'un véritable investissement éducatif dont l'Ecole aurait besoin : allègement généralisés des effectifs dans les classes, dispositifs d'aide aux élèves en difficulté, redynamisation d'une formation continue exsangue etc.

Depuis plusieurs semaines, les agents du Conseil Départemental du 78 sont mobilisés, avec le soutien de l'ensemble des personnels des EPLE, pour dénoncer le projet d'externalisation de leurs missions d'entretien et de restauration. Travaillant souvent dans l'ombre, les agents n'en restent pas moins des personnels indispensables au bon fonctionnement des établissements. Les perspectives qui leur sont données par le Conseil Départemental (externalisation, plan social, précarité) sont inacceptables. La FSU soutient activement leur mobilisation et appelle à participer à toutes les actions prévues par l'intersyndicale départementale, notamment la grève et le rassemblement du vendredi 22 décembre.

Le SNUASP-FSU a pris la décision de ne pas siéger en CAPA la semaine dernière. Cette décision n'est jamais prise à la légère, elle est ici le symbole de l'impasse dans laquelle se trouvent nos collègues et leurs représentantes. Depuis plusieurs mois, plusieurs semaines, une date d'audience est promise, sans jamais arriver, comme pour le GT sur la définition des secteurs d'intervention. M. le Recteur, il est urgent qu'une délégation du SNUASP-FSU soit reçue pour aborder un ensemble de sujets d'une grande importance pour nos élèves et nos collègues assistantes sociales.

Le service public d'éducation est un outil incontournable pour lutter contre les inégalités. Le traitement de ses agents par les autorités, à différents échelons, est révélateur du peu de considération qui leur est portée : impasse dans le dialogue sociale avec les assistantes sociales, menace sur le statut des agents dans le 78, gel du point d'indice, report du PPCR, retour de la journée de carence pour l'ensemble des fonctionnaires. Toutes ces mesures sont inacceptables et sont une forme de négation de l'engagement de tous les agents dans leurs missions. L'ensemble de ces décisions, ajoutées à des réformes profondément inégalitaires et des perspectives pour le moins inquiétante (comme le spectre de la rémunération au mérite), fragilise notre service public. La FSU ne peut accepter de tels reculs. Parce qu'un service public réellement progressiste et social est très loin des projets gouvernementaux, que les personnels et les élèves méritent bien mieux que les réformes annoncées, la FSU organisera les mobilisations nécessaires en 2018.